

Caminando En marche!



Réflexions d'une guerrière autochtone de l'Amazonie brésilienne sur la pandémie de COVID-19

Maria Leonice Tupari, Kelly Russo and Rosa Lima Peralta

Volume 35, Number 2, 2021

Femmes, pandémie et luttes pour le territoire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97505ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

ISSN

1490-0661 (print)

2563-6464 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Leonice Tupari, M., Russo, K. & Lima Peralta, R. (2021). Réflexions d'une guerrière autochtone de l'Amazonie brésilienne sur la pandémie de COVID-19. *Caminando / En marche!*, 35(2), 42–45.

Tous droits réservés © Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2021

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Réflexions d'une guerrière autochtone de l'Amazonie brésilienne sur la pandémie de COVID-19

Entrevue avec Maria Leonice Tupari, par Kelly Russo et Rosa Lima Peralta

Traduction par Maira De Roussan

Maria Leonice Tupari est originaire du peuple Tupari, dont le territoire se situe au cœur de la forêt amazonienne, dans l'État de Rondônia, au nord du Brésil. Elle coordonne l'Association des guerrières autochtones de Rondonia (AGIR), fondée en 2015 à la suite de plusieurs années de mobilisation et de lutte des femmes autochtones de Rondônia, dans une période de conflits accrus concernant les droits des Autochtones. L'AGIR vise à promouvoir le leadership des femmes autochtones aux niveaux municipal, régional et national. Il réunit actuellement des femmes représentant 56 peuples autochtones de Rondônia.

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Bolsonaro, les territoires autochtones sont attaqués de tous bords. La déforestation et la violence envers les peuples autochtones et leurs leaders ont atteint des niveaux records¹. La pandémie de COVID-19 a accentué de plus belle la vulnérabilité des peuples autochtones, en raison de l'inefficacité et de l'inaction délibérées du gouvernement fédéral, qui considère les peuples autochtones comme des ennemis de son projet d'exploitation prédatrice des ressources naturelles.

Nous sommes dans un contexte où toute l'attention des dirigeants devrait être concentrée sur la mitigation sanitaire de la pandémie, cependant les droits territoriaux des peuples

autochtones ont été constamment ciblés dans l'agenda des votes des projets de loi qui menacent le maintien des territoires. Il est donc essentiel d'ouvrir de plus en plus d'espaces aux voix autochtones pour qu'elles dénoncent les violations dont elles sont victimes, mais aussi pour qu'elles partagent leurs connaissances... afin de tracer des voies de collaboration pour atteindre l'équilibre entre toutes les formes de vie sur Terre.

Historiquement, les peuples autochtones ont traversé plusieurs pandémies. À quoi attribuez-vous l'émergence de cette nouvelle pandémie ?

Je crois que la pandémie et toutes les injustices que nous subissons sont liées au manque de respect envers la nature. Nous devons lutter contre la déforestation, nous devons essayer de vivre en harmonie avec la forêt, avec tous les êtres qui vivent autour de nous, car ce n'est qu'ainsi que nous atteindrons un équilibre. Chaque jour, les humains détruisent la planète et modifient ainsi le climat, affectant les écosystèmes et provoquant leur propre destruction. Je pense que c'est la raison pour laquelle de nouvelles maladies comme la COVID-19 apparaissent, mais il y a aussi des maladies éradiquées qui réapparaissent. Je crois que les peuples autochtones et les femmes autochtones ne doivent pas être les seuls à s'impliquer dans cette lutte pour la guérison de la planète, n'est-ce pas ? Le monde entier a besoin de guérir, de soigner et d'observer que chaque individu est responsable de la destruction de notre planète et, par conséquent, de l'émergence de nouvelles maladies.

Il est important que notre territoire soit respecté par les non-autochtones, afin qu'il n'y ait pas d'invasions. Donc, nous nous battons et c'est aussi pour cela que nous, les femmes, subissons beaucoup de persécutions, parce que nous sommes en première ligne, dans la défense de nos territoires.

Selon vous, la pandémie a-t-elle eu des impacts différenciés au sein des populations autochtones ?

L'impact a été très important, surtout pour nous, les femmes autochtones. Nos aîné·e·s, par exemple, ont déjà connu d'autres pandémies qui ont décimé une grande partie des populations autochtones au cours du temps. Les aîné·e·s ont donc beaucoup de souvenirs à ce sujet et ont eu très peur. Les hommes par contre, surtout les jeunes, le voient différemment, car ils n'ont pas subi les impacts du premier contact avec la société blanche...

C'est nous, les femmes autochtones, qui nous inquiétons pour nos maris, nos enfants, nos communautés, nos proches. Quel que soit l'endroit où nous sommes, notre relation avec le territoire est très forte. Nous devons donc défendre non seulement les autochtones qui vivent sur nos territoires ou dans des zones récupérées, mais aussi ceux qui vivent à la périphérie des municipalités urbaines et qui ne cessent pas d'être autochtones pour autant. En cas de pandémie, les autochtones des villes devraient recevoir le même traitement, avoir accès au vaccin.

Nous sommes également préoccupé·e·s par les peuples autochtones qui se trouvent en isolement volontaire, ceux qui n'ont pas encore eu de contact

permanent avec la société brésilienne. Ils souffrent également. Nous n'avons pas le nombre exact de décès liés à cette pandémie parmi ces peuples isolés. Nous savons qu'il y a eu beaucoup d'invasions criminelles dans ces territoires qui exposent la population au virus, il y a beaucoup de femmes et d'enfants qui sont certainement touché-e-s d'une manière ou d'une autre.

On a constaté une augmentation de la violence contre les femmes pendant la pandémie. Cette situation a-t-elle également des répercussions sur les territoires autochtones ?

Je pense que la pandémie a accru les problèmes de violence contre les femmes autochtones. Une grande partie est liée à la cupidité de plusieurs hommes. Les femmes ont continué à montrer leur force, en exprimant ce qu'elles veulent pour le territoire. Les femmes sont donc souvent menacées par ces hommes qui, bien qu'ils soient minoritaires, finissent par créer un déséquilibre dans les communautés.

Il y a aussi la question du mariage, tant des hommes que des femmes autochtones avec des non-autochtones. Cela contribue beaucoup à la violence, car les personnes non-autochtones, certaines d'entre elles, pas toutes, ont une vision très prédatrice des territoires, une vision capitaliste. Par conséquent, la violence s'est accrue au sein des communautés autochtones, tant dans notre État que dans d'autres régions du pays.

De plus, nous subissons cette vague d'attaques du gouvernement génocidaire de Bolsonaro. Souvent, en tant qu'organisation de femmes autochtones, nous avons l'impression d'avoir les mains liées. Il a été très difficile de ne pas pouvoir se mobiliser, de ne pas pouvoir manifester, de ne pas pouvoir se rassembler. La pandémie a donc eu un impact très important sur nous, les femmes autochtones de Rondônia.

Heureusement, nous avons aussi beaucoup d'hommes qui défendent les femmes, qui défendent leurs territoires, qui sont en fait la majorité. Ce

n'est qu'une minorité des personnes qui freinent le droit des femmes à prendre part aux décisions concernant leur territoire.

Pensez-vous que la COVID-19 présente des défis particuliers par rapport aux luttes historiques des peuples autochtones ? Et quel a été le rôle des femmes dans ce combat ?

En fait, nous considérons la succession des gouvernements brésiliens comme une « pandémie » pour laquelle nous n'avons pas encore trouvé de vaccin. Nous cherchons toujours à survivre aux attaques, à ce virus qui nous hante depuis le moment du premier « contact ». Mais, oui, je pense que la COVID-19 a apporté de nouveaux défis.

Nous avons dû apprendre de nouvelles habitudes, mais nous cultivons aussi de vieilles habitudes. Ici, dans notre État, nous avons remarqué un renfor-

cement de la médecine traditionnelle, des rituels, des bains, ce qui nous a beaucoup aidés, y compris sur le plan spirituel. Nous observons également un retour en force de l'alimentation traditionnelle, même s'il est difficile de consolider notre agriculture. Tout cela est important, car ce sont des pratiques qui étaient oubliées, et nous devons revoir, récupérer et repenser beaucoup de choses.

Les femmes jouent un rôle important dans le maintien de ces connaissances traditionnelles, notamment les femmes âgées. Elles détiennent une grande quantité de connaissances, des connaissances millénaires. En ces temps de pandémie, elles ont réussi à le transmettre à leurs fils et filles pour qu'ils l'utilisent avec leurs petits-enfants et les enfants du village. Les femmes ont donc ces connaissances, non seulement sur les médicaments, mais aussi sur la manière de les utiliser, les étapes à



Crédit : Gabriel Uchida, 2020

Les femmes continuent de se mobiliser, en participant à des ateliers, et à tout ce que nous pouvons faire en ligne. Cette mobilisation est importante pour que les femmes disposent des moyens de se battre pour défendre leurs territoires et leurs droits, au sein de nos bases, mais aussi à l'extérieur.

suivre, les précautions à prendre. Cette connaissance est d'une grande importance. Bien sûr, les hommes ont aussi des connaissances, ils accomplissent aussi leurs rituels, mais il y a des choses que seules les femmes font.

Les restrictions de déplacements pour contenir la pandémie ont donné lieu à une intensification de la présence des organisations autochtones sur les réseaux sociaux. Comment s'est déroulée l'expérience d'occuper cet espace virtuel ?

Si les organisations autochtones n'avaient pas eu accès à la technologie, nous n'aurions pas survécu. Sans contact avec nos organisations, nous aurions dû attendre que le gouvernement agisse. Je pense que ça aurait été un génocide total. Bien sûr, la technologie est un élément qui pose un défi, mais nous apprenons de plus en plus à l'utiliser comme moyen de défense. Cela ouvre de nouvelles voies pour développer notre travail, pour être en contact avec vous, pour faire de la dénonciation, car ici, au Brésil, ce n'est pas facile. Les réunions avec les partenaires, avec nos communautés, avec les organisations autochtones, tout se fait de manière virtuelle. C'est un défi, mais cela nous renforce aussi. En bref, la technologie nous permet d'ouvrir de nouveaux horizons, même si elle nous met certainement au défi en tant que Premiers Peuples.

Les femmes autochtones se sont continuellement mobilisées pendant la pandémie, notamment, à travers la création de l'Alliance nationale des femmes autochtones guerrières ancestrales (ANMIGA) en mars 2021 et par la mise en œuvre de l'Assemblée annuelle de l'AGIR, en mode

virtuel. Quelle est l'importance de maintenir ces espaces, même virtuels, pendant la pandémie ?

Les femmes continuent de se mobiliser, en participant à des ateliers, et à tout ce que nous pouvons faire en ligne. Cette mobilisation est importante pour que les femmes disposent des moyens de se battre pour défendre leurs territoires et leurs droits, au sein de nos bases, mais aussi à l'extérieur. ANMIGA vient renforcer ce réseau de femmes autochtones dans notre pays, car pendant si longtemps nous avons été discriminées et réduites au silence. Par ce mouvement, nous affirmons notre présence et montrons que nous sommes les protagonistes de notre propre existence et que nous pouvons parler pour nous-mêmes. Et l'assemblée annuelle de l'AGIR consolide cette lutte ici dans l'État de Rondônia, les femmes y cherchent à apprendre, à participer et à prendre des décisions concernant notre territoire. L'Assemblée de l'AGIR est un moment que les femmes attendent avec impatience chaque année et qui est certainement très important. Donc qu'il s'agit d'un réseau qui consolide l'agentivité des femmes autochtones.

D'après votre expérience, quelle a été l'importance de la participation des organisations de femmes autochtones au processus d'Avril Rouge ou d'Acampamento Terra Livre (ATL)² ?

Le 19 avril a été une journée entièrement consacrée à la question des droits, de la jeunesse, des territoires, des femmes, mais aussi de la violence, entre autres, à Rondônia. C'était un moment unique au cours duquel nous, les femmes, avons vraiment montré

que nous devenions plus fortes en tant que femmes et en tant qu'organisation. On était la seule organisation de la région qui avait un programme et un espace pour s'exprimer au sein de l'ATL. Nous avons même diffusé l'ATL et toutes les discussions sur la page Facebook de l'AGIR. C'était très bien et cela a eu un tel impact ici sur le territoire que certains groupes agissant illégalement ont eu un peu peur, mais nous devons encore consolider notre position.

Et comment a répondu l'AGIR à ce moment grave de la pandémie, face aux mesures insuffisantes et discriminatoires du gouvernement fédéral ?

Bien sûr, les peuples autochtones n'étaient pas préparés à vivre ce moment, et nous pouvons lier plusieurs problèmes encourus à la mauvaise gestion de la pandémie, notamment de la part du Secrétariat spécial pour la santé autochtone (SESAI). Dans les villages, le traitement et les soins fournis n'étaient pas du tout satisfaisants et je pense que le nombre de personnes autochtones contaminées et décédées de la COVID-19 présenté par le SESAI n'est pas exact. Nous pensons que ce nombre est beaucoup plus élevé que ce qui a été documenté. En tant qu'organisation autochtone, nous avons effectué des suivis, cherché du soutien et apporté de petites contributions pour aider nos proches au sein des communautés.

Nous avons également déposé une plainte auprès du ministère Public, car ici, dans l'État de Rondônia, une grande partie des Autochtones vivant dans les zones urbaines n'ont pas été vacciné·e·s. En raison de cette politique

discriminatoire, plusieurs de ces personnes se retrouvent dans une situation compliquée et risquent de mourir. C'est très, très triste.

L'AGIR doit-elle faire face à des défis spécifiques en tant qu'organisation de femmes autochtones ? Lesquels ?

Nous nous sentons souvent seules, car, dans les autres organisations autochtones de la province de Rondônia qui sont pour la plupart mixtes, ce sont les hommes qui assument généralement les rôles de leadership. Mais à aucun moment, nous ne pensons à renoncer, car nous comptons sur le soutien de partenaires pour recevoir des fonds, des dons, des masques, des paniers alimentaires de base. Il y a donc de nombreux défis, oui, mais nous sommes sûres de l'importance de notre travail.

Il est important de reconnaître que les femmes qui sont en première ligne ne sont pas seulement celles qui font partie de la coordination de l'AGIR, mais aussi celles qui sont présentes, bien que moins visibles, dans les municipalités. Ce sont ces dernières qui nous aident pour que les choses arrivent à notre base, que ce soit dans les villages ou dans les centres urbains, car nous ne cessons pas de travailler avec les femmes qui sont dans les villes, en dehors des territoires.

Dans le cas des villages, nous nous sommes rendu compte que les paniers de denrées de base qui nous arrivent ne suffisent pas et que nous devrions encourager l'agriculture locale. Nous travaillons également avec SESAI pour le don de médicaments, pour servir nos communautés. Alors, y avait-il un défi à relever ? Oui, en effet. Mais à aucun moment nous ne nous sommes

senties affaiblies. La lutte n'est pas facile, mais nous sommes fermes et fortes dans cette bataille.

Pour clore cette entrevue, mais pas notre dialogue, comment pouvons-nous soutenir la lutte des femmes autochtones, ou plus précisément le travail de l'AGIR ?

Je pense que l'un des plus grands défis est que l'AGIR ne dispose toujours pas de son propre siège. Le bureau de l'AGIR était loué et nous avons dû le céder. Le magasin de l'association, TECÊ-AGIR, a dû fermer et nous avons maintenu uniquement la boutique en ligne. Pour l'instant, tout se passe bien, mais notre objectif est de trouver des ressources financières pour toute l'équipe, même s'il s'agit d'une petite allocation, car ces femmes ont des familles et doivent subvenir à leurs besoins. Bien que nous soyons en première ligne, tout en essayant de nous protéger de la COVID-19, nous n'avons aucun soutien financier pour payer notre équipe. Il y a même un facteur plus inquiétant qui est celui des femmes vivant dans le contexte urbain. Elles n'ont pas été vaccinées et sont très exposées à tout. Je pense donc que nous avons vraiment besoin de soutien pour avoir une base solide, même si je sais que c'est plus compliqué.

Visitez la page de la boutique en ligne TECÊ-AGIR et découvrez les produits des femmes autochtones de Rondônia :



Kelly Russo est professeure adjointe au Département de formation des enseignants de la Faculté d'éducation de la Baixada Fluminense de l'Université de l'État du Rio de Janeiro (FEBF/UERJ). Elle coordonne le Centre d'études sur l'interculturalité, les peuples autochtones et l'éducation au Brésil. Elle a publié le livre *Briser les préjugés : repenser la culture et l'histoire des peuples autochtones à l'école brésilienne* (2013) et a dirigé le livre *Sciences, technologie, arts et peuples autochtones au Brésil : formation des enseignants et débats sur le thème autochtone à l'école* (2016).

Rosa Lima Peralta est responsable des actions urgentes du CDHAL. Elle est titulaire d'une maîtrise en développement et environnement de l'Université fédérale de Paraíba (UFPB) et d'un baccalauréat en communication de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), Brésil. Elle a plus de 15 ans d'expérience de travail avec des organisations de défense des droits humains au Brésil, en particulier avec des peuples quilombolas et l'agriculture familiale agroécologique. Elle est cofondatrice du festival environnemental de films MADRE.

Notes

1 Le rapport « Conflits dans les campagnes » de la Commission des terres pastorales (CPT) révèle qu'en 2020 on a enregistré le plus grand nombre de conflits liés à la terre, d'invasions de territoires et de meurtres dans des conflits pour l'eau depuis 1985. Le nombre d'occurrences est passé de 1 903 en 2019 à 2 054 en 2020, impliquant près d'un million de

personnes. Sur ce total, 1 576 occurrences concernent des conflits liés à la terre. Dans le cas des familles dont les territoires ont été envahis, on estime que sur les 81 225 familles dont les terres et territoires ont été envahis en 2020, 58 327 d'entre elles sont autochtones, soit 71,8 %.

2 Voir l'article « Les femmes autochtones du Brésil mobilisent leur force ancestrale dans la lutte pour leurs droits face à la crise de la COVID-19 » pour plus de détails sur l'ATL